

Paris, le 2 décembre 2010 - Christian BATAILLE, député du Nord, et Jean-Claude LENOIR, député de l'Orne, tous deux vice-présidents du groupe d'études sur les énergies de l'Assemblée nationale, ont présidé ensemble un colloque parlementaire sur le nucléaire civil. Ce fut l'occasion de revenir sur les forces et les faiblesses de l'organisation de la filière française. François ROUSSELY y a réaffirmé l'urgence de " remettre en ligne une équipe de France " et défendu la primauté de l'intérêt national sur celui des entreprises.

Tous les participants de ces 4^{èmes} rencontres parlementaires sur l'énergie nucléaire étaient d'accord sur un point : l'échec du nucléaire français à Abu Dhabi, face à l'offre sud-coréenne, a été un traumatisme. Mais ils divergent sur les leçons à en tirer : faut-il reconstituer une équipe de France avec un chef de file comme EDF, ou au contraire se diriger vers des partenariats plus ouverts avec des entreprises internationales, comme le japonais Mitsubishi ?

Le NUCLEAIRE FRANÇAIS

Une excellence à préserver, des défis à relever

■ Editorial

Il y a maintenant quelques années que sont organisées des rencontres parlementaires sur l'énergie nucléaire. Ces rencontres de 2010 ont permis de vérifier la permanence de ce grand dossier industriel et de recherche mais aussi ses évolutions.

Permanence tout d'abord, puisque la France, depuis plusieurs décennies, en affirmant son savoir-faire, s'est maintenue au 1er rang mondial des pays producteurs d'énergie nucléaire grâce à ses grandes entreprises et aussi à travers la volonté de l'Etat. Nous avons d'indiscutables atouts dans le débat mondial et il nous faut conserver l'avance acquise, il y a quarante ans.

Évolutions du dossier, puisqu'il faut perfectionner sans cesse le niveau technique de nos centrales, leur disponibilité et leur sûreté. De plus l'ancienneté acquise de la filière pose le problème incontournable de la durée de vie, du démantèlement et des déchets.

À travers cette journée, nous avons poursuivi une réflexion technique mais aussi politique concernant un dossier qu'il nous faut regarder à l'aune du siècle et donc à l'échelle de plusieurs générations.

Christian BATAILLE
Député du Nord

Jean-Claude LENOIR
Député de l'Orne



François ROUSSELY

Ancien président d'EDF,
Président de Crédit Suisse France

■ Tirer les leçons de l'échec d'Abu Dhabi

François ROUSSELY, auteur d'un rapport au Président de la République sur l'avenir de la filière française du nucléaire civil a réaffirmé sa conviction qu' " il y a urgence à remettre en ligne une équipe de France ". " Il faut instiller un peu d'intérêt général. Il ne faut pas que les querelles de

chef deviennent des querelles d'entreprise, c'est incompréhensible pour nos concurrents, ils s'en réjouissent secrètement ", a-t-il dit.

Revenant sur les négociations d'Abu Dhabi, d'abord menées par un consortium avec Areva, GDF SUEZ et Total, avant qu'EDF ne soit in-extremis ramenée dans le paysage comme coordinateur. " Les autorités d'Abu Dhabi avaient une demande simple : nous voulons Flamanville opéré par EDF. EDF a répondu que cette demande ne faisait pas partie de ses priorités et n'avait pas les moyens d'y répondre. Il y a eu alors une défaillance de l'État, principal actionnaire. Si l'État avait considéré Abu Dhabi comme une priorité, il aurait dit à EDF : c'est la priorité de l'État, débrouillez-vous. Au lieu de cela on les a fait rentrer par la fenêtre ". Pour M. Roussely il était frappant de voir les premiers protagonistes de la négociation, sans EDF, défendre leur projet devant les décideurs d'Abu Dhabi. A ceux-ci qui les interrogeaient : " Naturellement, ces gentlemen ont déjà travaillé ensemble ? " La réponse était " non... ".

François ROUSSELY a dès lors réaffirmé sa conviction que, pour lui, " La réponse était le chef de file de l'équipe de France ne peut être qu'EDF, qui est le seul à apporter une expérience supplémentaire, à savoir le retour de l'exploitation ". " EDF donne une assurance très appréciée, le service après-vente. Cela rassure les clients car construire une centrale n'est pas une affaire simple. D'ailleurs Abu Dhabi a choisi la société coréenne (KEPCO) qui est l'équivalent d'EDF. Dans 5 ou 10 ans il y aura peut-être d'autres chefs de file possible. Mais pas encore aujourd'hui ".

■ La force de l'équipe de France du nucléaire civil

Thomas BRANCHE, de la Direction générale de l'énergie et du climat, représentant l'État, a pour sa part souligné qu'il ne faut pas dénigrer l'EPR pour autant : *" On a tendance en France à se tirer une balle dans le pied "*. Il a ainsi noté que l'autorité de sûreté nucléaire britannique, le HSE, avait publié sur son site ses évaluations comparées sur la capacité de l'EPR et de l'AP1000 de Toshiba-Westinghouse à répondre aux normes : *" il n'y a pas photo ! "*. Il a d'autre part souligné les cinq atouts stratégiques du nucléaire français :

- Aucun accident grave n'a eu lieu en trente ans d'exploitation du deuxième plus gros parc mondial. Les États-Unis et la Russie ne peuvent pas en dire autant.
- La France a la maîtrise de l'ensemble de la chaîne du nucléaire.
- Ses industriels sont des leaders mondiaux.



Jean-Claude LENOIR

Député de l'Orne

« La renaissance du nucléaire nous impose de nous projeter de nouveau, en misant sur l'excellence dont la filière française peut se prévaloir. »

- Sa politique nucléaire est constante et cohérente depuis plusieurs décennies, malgré les alternances politiques.
- Elle dispose d'instances publiques (ASN, CEA, Andra) sur lesquelles la filière nucléaire française peut s'appuyer.

Si faiblesse de la filière du nucléaire civil française il y a, elle réside dans le fait de ne pas savoir faire valoir ses atouts : elle ne sait pas accompagner le client en amont de ses demandes et des appels d'offres. Actuellement, le consulting ingénierie est intégré aux deux grandes entreprises EDF et Areva.

Cela interdit d'intervenir avant le processus de sélection des projets car on ne peut être à la fois consultant en amont et lié à l'entreprise qui répond à l'appel d'offres en aval. *" Nous devons être capables de placer auprès des clients cibles des consultants qui ne nuisent pas à l'évaluation de l'offre française. Parmi tous les pays qui se sont dotés de consultants, aucun n'a fait appel à la technologie française, ce qui peut faire naître des interrogations quant aux " biais " susceptibles d'introduire ces prescripteurs dans l'évaluation des atouts de l'offre française. "*

■ L'approche des marchés

Pour les différents intervenants, il est apparu évident que la filière nucléaire doit adapter sa stratégie à la diversité des marchés. Cinq marchés sont distingués dans le monde : les États-Unis, l'Europe, l'Inde et la Chine, ainsi que le reste du monde. Il n'existe pas un schéma commercial ou industriel unique. Le schéma qui a bien fonctionné en France, au cours des années 70 et 80, ne s'appliquera pas nécessairement partout. Il faut donc passer d'une organisation unique à un système flexible, adapté à chaque marché et ouvert à des partenariats. Il

n'est plus possible aujourd'hui de " parachuter " une centrale dans un pays. Les partenariats sont marqués d'une constante : la promotion de l'offre nationale de réacteurs.

■ La prise de position des différents industriels présents

Le représentant d'Areva, Luc OURSEL, a présenté le modèle intégré d'Areva dont la pertinence ne



Luc OURSEL

Directeur général adjoint d'AREVA, en charge des affaires du nucléaire

« Il n'est plus possible aujourd'hui de parachuter une centrale dans un pays. Les partenariats sont marqués d'une constante : la promotion de l'offre nationale de réacteurs. Dans tous les grands pays ayant des ambitions en matière de nucléaire, l'électricien choisit une technologie nationale. »

fait plus guère débat en France. Avec 105 réacteurs construits ou en cours de construction dans le monde, il a insisté sur le rang de n°1 mondial de son groupe, n°1 également aux États-Unis. Depuis 2005, son chiffre

d'affaires a été multiplié par 2,5 en Asie, où il atteint aujourd'hui un niveau de 1,3 milliard d'euros. Il a également souligné la diversité de la palette d'offres de son groupe et l'intérêt des collaborations avec des partenaires étrangers. Outre l'EPR, Areva développe un réacteur plus petit, l'ATMEA, avec Mitsubishi, et Kerena, un réacteur à eau bouillante, avec le plus grand électricien allemand E.ON.

Il a enfin mis en exergue l'ingénierie dont AREVA dispose : une force de frappe de 8 000 ingénieurs présents en France, en Chine, aux États-Unis, ...
" Nous voulons continuer à développer ces ressources, ce qui constitue un défi. Notre ambition est claire : disposer d'une force d'ingénierie capable d'assurer la réalisation de grands projets de centrales nucléaires. "

Luc POYER, responsable en France des activités d'E.ON, a d'ailleurs repris



Luc POYER

Président du Directoire d'E.ON France

« Nous souhaitons un grand succès international à l'équipe de France, mais cela n'empêche pas que, comme dans les clubs de football, on puisse faire jouer des joueurs étrangers, comme Ribery au Bayern de Munich ! »



André-Claude LACOSTE
Président de l'Autorité de sûreté nucléaire

■ La coopération internationale et la construction européenne

" La sûreté nucléaire ne constitue pas, à nos yeux, un objet de compétition : ce doit être un bien commun mondial. La responsabilité individuelle et collective des grandes Autorités

de sûreté et des industriels est engagée. Nous assistons à une évolution du paysage : dans le domaine du nucléaire en général et en matière de sûreté en particulier, les débats ont longtemps été dominés par des approches nationales. Il faut plaider pour l'harmonisation, il serait illusoire de croire à l'uniformité des règles et des pratiques en matière de sûreté nucléaire. "

Un fait majeur réside dans la déclaration du club WENDRA : les dix-sept autorités de sûreté européennes y recensent une liste de caractéristiques de sûreté que tous les réacteurs construits désormais en Europe devront présenter. Il existera une directive européenne en matière de déchets. Plus largement, l'Europe s'inscrit dans une logique de progrès continus en matière de sûreté, notamment grâce au principe de réexamens périodiques (tous les dix ans). Un pôle européen n'a de sens que s'il a des vis-à-vis. Il en existe un aux États-Unis mais il semble beaucoup plus difficile à concevoir en Asie, compte tenu de l'histoire des relations entre la Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde.

" Je crois à un système dans lequel les Autorités nationales seront de plus en plus cohérentes et harmonisées, tout en continuant d'exercer dans un cadre national. Cette plus grande convergence dans les pratiques passe, par exemple, par l'échange de personnel, par des audits périodiques ou encore par la reconnaissance mutuelle de leur travail. Elle est particulièrement à l'œuvre en Europe. "

la métaphore de l' " équipe de France " sous un angle inattendu ! Soulignant l'engagement important et durable d'E.ON au sein de la communauté nucléaire française, grâce notamment au partenariat établi en matière de R&D avec le CEA et à l'accord entre E.ON et AREVA pour le développement du réacteur à eau bouillante Kerena, il a dit : *" Nous souhaitons grand succès international à l'équipe de France, mais cela n'empêche pas que, comme dans les clubs de football, on puisse faire venir jouer des joueurs étrangers, comme Ribery au Bayern de Munich ! " .*

Représentant de GDF SUEZ, Paul RORIVE, a rappelé les cinquante années d'expertise de son groupe dans les différents métiers de la chaîne de valeur nucléaire et mis en valeur les atouts spécifiques de GDF SUEZ : son indépendance vis-à-vis des fournisseurs et des vendeurs ; la disponibilité de son parc qui avoisine 90 % sur une durée de dix ans. Sur le plan technologique, il a indiqué le souhait de se concentrer sur les réacteurs les plus sûrs. *" Nous privilégions aussi les partenariats, afin de favoriser la concurrence et de disposer du meilleur produit au meilleur coût mais*



Paul RORIVE

Directeur corporate des activités nucléaires du groupe GDF SUEZ

« Nous avons l'objectif de nous concentrer sur le modèle de réacteur à eau pressurisée et nous sommes près de conclure des accords avec trois fournisseurs : AREVA, Atmea et Westinghouse. »

aussi dans le souci de répondre à la demande, très diversifiée, de nos clients potentiels. Nous avons l'objectif de nous concentrer sur le modèle de réacteur à eau pressurisée et nous sommes près de conclure des accords avec trois fournisseurs : AREVA (pour l'EPR), Atmea (pour la technologie Atmea 1) et Westinghouse (pour l'AP1000). »

TOTAL a pour sa part réaffirmé sa stratégie d'une diversification de ses activités avec une présence significative dans l'énergie nucléaire dans les vingt-cinq ou trente ans. Le groupe s'appuie sur trois forces majeures : une présence internationale dans 130 pays ; une capacité à gérer efficacement des projets industriels complexes et de

grande taille : 18 milliards de dollars sont investis chaque année sur des projets d'une taille significativement supérieure à celle de l'EPR ; une expérience forte dans la mise en œuvre de partenariats industriels. La conclusion en forme d'offre de services faite par le représentant de Total, Arnaud CHAPERON, aux industriels français du nucléaire est claire : *" Nous pouvons sans doute apporter une contribution utile à la filière nucléaire française. "*

Enfin, Sylvain GRANGER pour EDF, a relevé deux défis qui lui paraissent majeurs pour le nucléaire d'aujourd'hui et de demain : l'acceptabilité du nucléaire par le public et la sécurité d'approvisionnement. *" Tous les sondages relatifs à la gestion des déchets radioactifs montrent que nous sommes confrontés à un enjeu d'explication primordial "*. Le rôle de l'Andra a été



Christian BATAILLE

Député du Nord

« Il s'est construit au moins autant de centrales nucléaires sous des gouvernements de gauche que sous des gouvernements de droite. »



Arnaud CHAPERON

Directeur Electricité et Energies nouvelles de Total

« Total investit 18 milliards de dollars par an dans des projets d'une taille significativement supérieure à celle de l'EPR. »

évoqué, pour éclairer nos concitoyens. S'agissant de la sécurité d'approvisionnement, il a présenté un nouvel enjeu d'aujourd'hui : les investissements miniers doivent être anticipés avec dix ou quinze ans d'avance, ce qui n'a pas toujours été le cas. A cela s'ajoute, inversement, une très forte anticipation des acteurs émergents de leurs besoins énergétiques futurs, les conduisant à préempter des ressources qui n'existent pas encore, au travers de prises de participation dans des actifs miniers. C'est pourquoi *" EDF considère qu'il lui faut aujourd'hui disposer des moyens pour être acteur dans ces nouvelles voies d'accès à l'uranium, par le biais de prises de participation dans des portefeuilles d'actifs, ou dans des sociétés minières. A cet égard, certains partenariats se dessinent a priori de façon plus naturelle que d'autres. "*